

**F. BEAU, P. DUBOIS, G. LEBLANC (sous la dir.), *Cinéma et dernières technologies*, Paris-Bruxelles, INA-De Boeck Université, 1998.**

Les dernières technologies posent au cinéma des questions impertinentes. Impertinentes dans les deux sens du terme : qui montre de l'irrévérence, une familiarité déplacée et choquante, et au sens de ce qui n'est pas pertinent, de ce qui est déplacé ou contraire à la raison. Que ces technologies, toutes dernières ou nouvelles qu'elles soient, osent interpeller le cinéma, voilà qui est irrévérencieux. Et qu'en outre, elles déraisonnent, disent les auteurs, en s'instaurant législatrices de la modernité esthétique, voilà qui dépasse la mesure.

Le premier intérêt de l'ouvrage, c'est de faire la part entre les possibilités offertes par les technologies récentes et le discours que tiennent certains auteurs sur les nouvelles images. Ce qui est mis en cause ce n'est pas l'existence de technologies génératrices de la numérisation, du virtuel, etc., mais la rhétorique qui tend à faire de ces manipulations l'aube d'un nouvel âge dans les formes de la représentation. La première question qui se pose est donc : ces technologies ont-elles une légitimité à utiliser les notions de nouveauté et de rupture épistémologique ? Ou à faire de la simulation, l'héritière logique de l'image cinématographique ? Ou encore d'exhiber la délinéarisation comme de nouveaux modes syntaxo-pragmatiques ?

Il est bien évident que l'invention technique pose, aux formes de la représentation, de multiples questions. Elles nous obligent à penser sous de nouveaux termes ce que nous pensions établi de façon certaine et assurée.

La contestation ne se limite pas à une mise en cause globale et moralisante, elle énumère un certain nombre de thèmes privilégiés dont elle démonte la rhétorique.

Le premier point de contestation porte sur l'appropriation abusive de la notion de nouveauté par des technologies qui « n'ont rien inventé sur le terrain de l'histoire des formes ». C'est pourquoi il convient d'écarter l'adjectif *nouvelles* au profit de *dernières*, plus neutre et plus conforme à la réalité observable.

On pourrait penser, à la lecture des premiers articles de cet ouvrage, que tel est le projet des auteurs (remettre les dernières technologies à leur place), s'il n'y avait un glissement de la première à la troisième partie de telle sorte que, commençant par une mise en cause sévère et radicale des prétentions attribuées à ces technologies, on ne passait à une description pas si défavorable de certains des dispositifs que ces dernières technologies mettent à la disposition du public.

Question : pourquoi dernières au lieu de nouvelles comme l'usage s'en est établi ? Est-ce seulement pour se démarquer, pour faire plus nouveau que le nouveau ? Est-ce pour faire d'emblée la preuve d'une originalité radicale ? Ou bien y a-t-il une vraie justification théorique à cette démarcation ? Une partie des auteurs met en question l'appropriation de la notion de nouveauté par certains, comme si la modernité que ceux-ci affichent, était l'apanage de l'invention technique. Il s'agit de mesurer si oui ou non les dernières technologies ont apporté des éléments neufs aux formes de la représentation que la photographie puis le cinéma nous avaient fournies. Les dernières technologies ont-elles ou non généré une rupture dans les formes de la représentation ? Ou bien ne sont-elles que des révélateurs offrant les moyens d'appréhender autrement les formes de la représentation ? Quoi de neuf sous le soleil des dernières technologies ?

La réponse est nette : le lieu d'où ils parlent se situe sur le terrain de l'esthétique en affirmant que les inventions esthétiques sont « les seules qui nous importent », indépendamment des inventions techniques. Une partie de l'ouvrage vise à justifier cette réponse, à mettre en évidence ce « rien » esthétique auquel aboutissent ces technologies qu'on les appelle « dernières » ou « nouvelles » et propose un véritable réquisitoire contre les prétentions de ces technologies à régenter l'ensemble du champ de la représentation audiovisuelle et cinématographique. Ils stigmatisent la notion de nouveauté que s'attribuent indûment ces technologies, dont ils disent qu'elle n'est qu'une « pseudo-nouveauté », qu'elle fait « écran » à la non-nouveauté des fins, qu'elle n'est en définitive qu'un « leurre », dont ils qualifient l'attitude comme un « aveuglement » ou un « détournement » et qu'elle s'exhibe elle-même comme sa propre finalité. Ils opposent ainsi le cinéma comme art de la mémoire aux technologies comme signe de l'amnésie.

À la place de la rupture épistémologique invoquée en justification de l'existence de ces technologies on ne trouve que le refus de l'histoire et l'effacement de la mémoire. Rhétorique d'un nouveau qui s'appuierait sur les idées de la table rase, du refus de l'histoire, et sur l'idéologie du *progrès* continu. S'aveuglant, par son caractère amnésique, sur ce qu'elles peuvent amener de régression dans la représentation.

Notion de *rupture*, mise en avant par certains auteurs pour fonder l'idée que la *simulation*

du réel se serait substituée à la représentation du réel, prétendant ainsi à un « nouvel ordre visuel [...] qui bouleverse de fond en comble notre économie symbolique ».

Mise en cause qui porte sur l'*ontologie* de la simulation et son rapport au réel lorsque l'on se trouve devant des dispositifs qui entendent précisément abolir la distinction entre la « réalité réelle » et sa simulation par les images calculées. Question aussi de posture identitaire puisque, outre l'ubiquité que nous proposent ces systèmes, « nous pouvons également aborder, voire habiter, d'autres identités que la nôtre ». D'où l'inquiétude qui naît de ces virtualités pesamment présentes : « Qu'allons-nous devenir si nous ne sommes plus nous-mêmes à l'endroit précis où nous nous trouvons ? » Quant aux images calculées elles n'échappent pas plus que les autres à ce réel qu'elles prétendent avoir éliminé puisque l'objet réel « sert de modèle à ce qui est déclaré modélisable. » D'où la dénonciation de l'effet de leurre : « Ne recule-t-on pas ainsi en deçà du seuil de la démarche artistique qui consiste non pas à figurer le visible mais à rendre visible ? N'est-il pas abusif de parler d'une substitution du virtuel au réel lorsque ce virtuel vise à restituer les apparences sensibles du réel ? » Ces images calculées s'égarer sur les chemins esthétiquement sans issue de la nouveauté technologique à tout prix. Les images calculées ne manquent pas de techniciens, elles ont besoin d'artistes faute desquels elles restent de simples exploits techniques.

En outre, les procédures exigées par l'outil informatique imposent une régression du discours, une négation de la créativité générée par la forme poétique. La prétention des « pro-CD » à dépasser « la linéarité du discours verbal au profit de 'nouveaux' modes syntaxo-pragmatiques... », doit être mesurée à son incapacité à dépasser un certain degré de complexité et à son infériorité au langage pour ce qui concerne la puissance intellectuelle. L'interactivité ne résout pas le problème parce que l'absence de construction du discours et le fonctionnement infra-cognitif font demeurer le dispositif à l'état de « nouveau rituel ludique ».

Cette prise de position vigoureuse n'est cependant pas sans contrepartie dans l'ouvrage.

B. Stiegler ne met pas en cause ces nouvelles images, il soutient, au contraire, que le cinéma ne se survit à lui-même que grâce à l'apport des nouvelles technologies. La télévision instaure des flux (flux de programmes inscrits dans des flux temporels) et répond, mieux que le cinéma, au flux de la conscience. La télévision, en constituant des archiflux, continue ce que le cinéma avait commencé. Le numérique occupe désormais une place centrale dans les techniques de montage, or le montage est « la fonction par excellence du cinéma ». L'archiflux de la télévision entraîne une transformation profonde de l'attitude spectatorielle engendrée par la délinéarisation des modes d'accès permise par la numérisation grâce à l'accès direct à telle partie du document et aboutit à une double délinéarisation : « d'une part la *délinéarisation de l'archiflux qu'est la grille de programme*, [...], d'autre part la *délinéarisation du flux temporel des programmes eux-mêmes*, ce qui signifie la possibilité de naviguer dans ces objets temporels en fonction des critères autorisés par les *moteurs de recherche audiovisuels*. » Perspectives extrêmement séduisantes pour l'esprit lorsque B. Stiegler dégage de ces procédures des possibilités multipliant à l'infini les formes que prendront les documents audiovisuels. Cependant, B. Stiegler évacue la question

esthétique, posée par les premiers articles, et qui semblait constituer l'axe sur lequel travaillait l'ouvrage. Il évoque bien les éléments susceptibles de fonder une esthétique nouvelle à partir de l'utilisation de la numérisation autrement que pour fabriquer des effets spéciaux parsemant les films. Mais on ne trouvera pas de réplique à la contestation vigoureuse formulée précédemment.

Que l'on examine comment à chaque pas que fait la technologie, répond une prise de position politique visant à en assumer les bénéfices ou en contrôler les effets ou comment les enjeux économiques écrasent les enjeux esthétiques ou encore la manière dont *Le Monde* rend compte de l'existence de ces technologies en décortiquant les différents éléments constitutifs des termes utilisés, on voit que l'invention technique suscite un questionnement multiple. Y compris dans le domaine de l'éducation où se pose la question du rapport du voir au savoir et de la véracité de ce rapport si l'on n'adhère pas à l'affirmation naïve selon laquelle l'hypertexte ou le multimédia interactif serait, par nature, éducatif. L'interactivité, en faisant entrer le jeu dans les processus éducatifs, introduit une « nouvelle modalité du plaisir d'agir pour comprendre et pour apprendre ». C'est donc le rapport au savoir qui est bouleversé par l'introduction, dans les processus éducatifs, de technologies qui, par leur seule présence, mettent en cause le statut antérieur conféré au savoir.

Les technologies récentes, poursuivant la dissolution du cadre cinématographique, inversent le processus en introduisant le spectateur directement dans l'image : c'est, désormais, l'image qui obéit aux mouvements de mon corps générant « une seule chose, [...] l'hallucination complète des personnalités multiples ». Mais l'apport esthétique de ces nouvelles techniques reste problématique, « ce n'est pas demain que le réalisme de la prise de vue cinématographique pourra être dépassé par des images de synthèse 3D, interactives qui plus est ».

De même la technologie du *morphing* abordée semble donner l'occasion de réfléchir au rapport de l'homme à sa propre image. « Ce qui transparaît dans le morphing, c'est la volonté de devenir corps de l'image [...] C'est parce que les protagonistes refusent leur propre mutation qu'ils assassinent le corps mutant [...] plus généralement le devenir matière de l'homme (dans la mort). » À quoi répond, sur l'autre versant, le devenir image du corps qui serait « l'aboutissement de cet ancestral fantasme humain, celui de la perte de son propre corps, remplacé par le double, la machine, l'image. » Sans conclure pour autant à une « hybridation » du cinéma par les images de synthèse, ni même à une mutation.

Le devenir acteur du spectateur est l'injonction selon laquelle « en raison de ses connotations de passivité et de contemplativité coupables, la position spectatorielle semblerait bien incongrue au sein de cette nouvelle culture d'acteurs ». On en déduit une constatation paradoxale qui « revient à gonfler d'importance le spectateur, tout en lui ôtant les ressources nécessaires pour exercer pleinement son rôle », parce qu'on ne lui offre qu'une « liste d'instructions erratiques, venant d'on ne sait qui, ne menant souvent nulle part et renvoyant ses propres choix, sélections, etc. » Aboutissant ainsi à ce qu'elle appelle une « culture solipsiste ».

On peut certes contester les contestataires, penser qu'ils ne nous ont donné qu'un discours

passéiste et nostalgique du beau temps passé sous le signe des vraies images, figures vraies du vrai réel... Il n'en reste pas moins que les avertissements qu'ils nous adressent doivent être entendus, — mais peuvent-ils l'être encore ? n'est-il pas déjà trop tard ? — parce qu'ils nous obligent à penser sous d'autres termes que ceux qui nous sont assénés dans le discours des thuriféraires de l'ordre numérique nouveau.

Jean Ungaro

**Christian DELPORTE, *Les journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil « XX<sup>e</sup> siècle », 1998, 456 p.**

Ouvrage fort bien conçu et rédigé, texte d'importance de Christian Delporte qui résume ainsi son propos : étudier le processus d'émergence, d'édification et de légitimation de la profession de journaliste, entre les années 1880 et le début des années 1950. Ainsi faisant, l'auteur compte contribuer à l'histoire politique et socioculturelle de la France de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup>. La période traitée recouvre par conséquent, ces années qui virent l'obtention — enfin — de la liberté de la presse, de l'imprimerie et de la librairie en France (loi du 29 juillet 1881) ; cette période s'arrête lorsque, au début des années 1950, les espoirs, formulés dès avant la Libération, de refondre la presse furent enterrés, où la presse écrite s'enlisa et la radio ainsi que la télévision modifièrent peu à peu la donne.

« Approche globale d'une histoire des journalistes », cet ouvrage l'est assurément. Ventilé en onze chapitres où approches chronologiques et thématiques se croisent, l'édifice repose sur une relecture de travaux plus ou moins connus (parfois des seuls spécialistes) et de recherches nouvelles — notamment certaines archives des associations de journalistes, conservées à l'Institut Moderne de l'Édition contemporaine (IMEC) et celles de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (pour la période postérieure à la loi de 1935, créant le statut — encore en vigueur — des journalistes), ainsi que le fonds F 17 aux Archives nationales.

Qu'est-ce qu'un journaliste ? Qu'est-ce que l'identité professionnelle ? Ces deux questions reviennent comme des leitmotivs, Delporte apportant peu à peu, patiemment, et depuis des angles d'attaque différents, des lieux d'observation de plus en plus variés, divers éléments de réponses. Il ouvre par ce qui est souvent le point le plus ingrat : la loi et la situation des journalistes devant la loi. Les contours, ici, sont des plus flous : si « la loi de 1881 ignore le journaliste » stricto sensu, des questions se posent déjà sur ses rapports avec la police, avec la justice et la confidentialité de ses sources. Les associations émergentes de journalistes, dans les années 1880-1890, eurent déjà à prendre position là-dessus. Serait-ce là le signe de l'esquisse d'une prise de conscience professionnelle ? La question du régime républicain étant enfin tranchée et la reconnaissance de la liberté de la presse de même, les modalités de l'exercice de la profession, en « techniciens de la plume », et en espace à la recherche de ses propres frontières deviennent enfin centrales. Frontières qui, en fin de compte, restent plutôt inscrites à l'intérieur

de « l'ordre bourgeois », malgré les propos tenus par des journalistes d'extrême-gauche, à divers moments de l'histoire de la troisième république : « travailleurs intellectuels » (p. 198) peut-être, les journalistes dont il est ici question, ne semblent pas se penser en « ouvriers idéologiques », mais en éducateurs (ou en contestataires) de la démocratie républicaine.

J'ai cessé d'annoter ce livre dès la page trois — tant il est riche, tant il informe et lance à son tour d'autres questions : court, le chapitre neuf — « la reconnaissance d'une profession », consacré au statut des journalistes français, enfin obtenu en 1935 — comporte à lui seul 112 notes dont la plupart s'alimentent de recherches nouvelles, inédites.

Les cinq premiers chapitres portent sur l'avant 1918 ; la deuxième partie, intitulée « construction », forte de ses quatre chapitres, scrute les années 1918-1940 — le Syndicat national des journalistes (1918) est, ici, l'un des principaux thèmes traités ; la troisième partie — au titre « Reconstructions », plus optimiste que les réalités décrites (mais devant la sincérité des espoirs des journalistes pendant la Résistance et à la Libération, on comprend pourquoi) — comporte deux chapitres : ils traitent de l'Occupation d'une part, de la « presse nouvelle » des années 1944-1946 de l'autre ; ils traitent aussi de certaines continuités au cours de ces périodes de hiatus apparent.

Journaux et journalistes, rédactions, associations et syndicats, reprennent donc vie sous la plume de Delporte. Il y avait danger à vouloir traiter ensemble, 1880-1918, 1918-1940, 1940-1950. La méthode développée par les historiens précédents, tel Marc Martin, suggérait peut-être le chemin à prendre. Il n'empêche : quiconque s'exerce à faire une étude socio-historique d'une profession — ou métier ? la question serait récurrente — qui se cherche, et que traversent tant de facteurs économiques, politiques, techniques, culturels — n'en ignore pas les dangers.

Relativement peu explorée par les historiens spécialistes des médias, la période des années 1918-1940 présente peut-être le plus d'écueils : plusieurs des débats entre les journalistes ne font que reprendre des thématiques antérieures. L'émergence du syndicat national des journalistes et le cheminement parlementaire de la loi reconnaissant le statut professionnel des journalistes renouvellent les perspectives. Au-delà de la montée en puissance du SNJ, est pointée une mutation où apparaissent les failles du « corporatisme » et de l'entraide de « la grande famille » des associations des journalistes, pourtant si nombreuses et influentes en 1914 encore. Dès avant la guerre, mais surtout après, le journaliste salarié émerge, car il ne voulait plus d'une certaine confusion de ses propres intérêts avec ceux de son employeur.

Par contre, sur le reportage et l'ensemble des genres rédactionnels de la copie journalistique, sur les représentations et perceptions qui ont cours dans « le public », dans les milieux politiques et dans les milieux journalistiques eux-mêmes, sur les scandales de presse, la lente avancée et l'affinement du credo des professionnels, Delporte parvient à renouveler dans les chapitres six à neuf, l'examen des thématiques déjà présentes en pointillé dans les chapitres deux à cinq. Ses connaissances aussi bien du rôle des dessinateurs de presse et des photographes que

du rôle des radioreporters dans les années 1930, enrichissent le regard sur les pratiques et le personnel, déjà fort nombreux des rédactions.

Si je ne m'abuse, les noms de plus de 1 000 journalistes peuplent cet ouvrage. L'étude — statistique et autre — des membres des associations, de l'évolution de leurs effectifs, de leurs pratiques et de leurs débats — est souvent très neuve et fournit une grille de lecture pour penser la communauté. De ces diverses enquêtes sur la presse, le journalisme et le journaliste qui semblent se multiplier vers la fin des années 1890, on retient cette phrase — plus cruelle qu'elle n'en a l'air — d'un journaliste étranger : « le journaliste français parle davantage de ses 'confrères' que de ses 'collègues' ». On débattit dans le passé et on débattrà encore de « l'américanisation » de la presse, et de « l'écriture française » de l'information et du reportage.

On relève une ou deux légères scories factuelles (p. 61, p. 144), mais le tout est d'une qualité d'analyse et d'une finesse de connaissance des dossiers traités et des thèmes abordés qui attirent le respect.

Max Weber, au début du siècle, invitait à l'étude du journalisme et de la presse. L'un des intérêts du travail de Christian Delporte est de faire revivre des débats séculaires et d'y apporter de nouveaux éclairages. Il est en outre très attentif au développement de l'enseignement du journalisme, de sa place dans la vie de la cité et aux soucis — qu'on dirait aujourd'hui, « auto-réglementaires » — de la profession. En conclusion, ce travail est une somme qu'il faut lire et méditer. Pourvu que les journalistes eux-mêmes trouvent le temps de le faire...

*Michael Palmer*

**J.-P. ESQUENAZI, *Télévision et Démocratie, le politique à la télévision française 1958-1990*, Paris, Presses Universitaires de France « La politique éclatée », 1999, 388 p.**

Le titre de l'ouvrage de J.-P. Esquenazi pourrait être à l'origine de deux méprises sur son contenu réel. « Télévision et Démocratie » n'appartient pas à la catégorie des essais politiques : l'auteur ne s'y livre pas à une réflexion générale sur les relations entre télévision et fonctionnement de la démocratie ; et pourtant, l'apport de l'ouvrage à cette réflexion se révèle, finalement, plus décisif qu'il n'y paraît.

D'autre part, contrairement à ce que pourrait peut-être laisser croire son sous-titre, ce livre n'est pas non plus un livre d'historien ; il n'est pas consacré à l'histoire des relations entre pouvoir politique et télévision française, ni même à l'histoire des émissions politiques à la télévision. L'auteur conduit bien une démarche de nature historique, jusque dans la proposition d'une périodisation qui constitue l'ossature du livre : « la télévision gaullienne (1958-1973) », « la télévision politicienne (1974-1985) », « la télévision éclatée ». Mais, c'est d'une histoire qu'on pourrait appeler « communicationnelle » des médias que J.-P. Esquenazi se fait ici le promoteur. Cette dimension constitue même l'intérêt premier de l'ouvrage et son originalité. Il

ne propose pas une nouvelle version de l'histoire de la télévision, mais une nouvelle façon d'en faire l'histoire, en prenant résolument comme point de départ une analyse fine des différents programmes qui en marquent l'évolution.

La spécificité de cette démarche scientifique constitue l'autre apport majeur de l'ouvrage : il resitue l'approche discursive des phénomènes médiatiques parmi les autres approches disciplinaires concurrentes — sociologiques, notamment —, il en montre les exigences et la fécondité.

Plus encore que les résultats que produit l'analyse conduite par J.-P. Esquenazi et les conclusions qu'il est possible d'en tirer — et qui sont loin d'être négligeables, faut-il le préciser —, c'est la méthode adoptée qui constitue donc, selon nous, l'intérêt majeur de ce livre.

En effet, les discours télévisuels constituent, ici, le cœur du dispositif analytique. L'auteur prend comme matériau de départ une série d'émissions emblématiques pour faire l'histoire des scènes discursives spécifiques que les institutions télévisuelles ont offertes, au fil du temps, aux politiques. Il met en évidence les scénographies qu'elles construisent et les postures énonciatives qu'elles ouvrent pour les confronter ensuite aux exigences qu'imposerait une définition idéale — normative — de l'espace public.

Mais, si elle est au cœur du dispositif, l'étude des scènes discursives télévisuelles est doublement ouverte : en amont, elle est mise en relation avec les processus de production ; en aval, avec les phénomènes de réception. Et J.-P. Esquenazi s'efforce de mettre en évidence la nécessité, mais aussi les modalités et les exigences de cette mise en relation.

Les scènes discursives analysées sont articulées, en amont, aux situations, politiques autant que médiatiques, auxquelles elles appartiennent, qui les configurent et qui, seules, peuvent nous faire comprendre la signification que leur attribuent les acteurs sociaux qui s'y trouvent engagés. On réussit, ici, à échapper aux attitudes trop déterministes, fréquentes en la matière : J.-P. Esquenazi réussit à montrer, à plusieurs reprises, comment ce qui finira par s'imposer n'était qu'une des possibilités de développement disponibles et comment c'est presque toujours une série de facteurs, politiques et médiatiques, qui entrent en « résonance » — même si cette notion n'est pas mobilisée — pour produire/expliciter ce qui finira par s'imposer.

En aval, les scènes discursives analysées sont mises en relation avec les comptes rendus et commentaires que les quotidiens ont donnés de ces programmes. On peut, certes, être tenté de penser qu'il s'agit là d'une vision restrictive des phénomènes de réception. Mais ce serait négliger le fait que les quotidiens nous donnent ainsi accès à certaines des formes publiques de leur réception. Sans compter que ces formes publiques ne sont sans doute pas sans incidence sur les réceptions individuelles et que, en tout cas, elles peuvent révéler comment certains publics ont pu se sentir interpellés par ces programmes.

Cet ouvrage n'est pas séparable des travaux antérieurs de J.-P. Esquenazi. Ceux-ci préparent, en quelque sorte, l'échafaudage conceptuel nécessaire à sa réalisation : les notions de situation comme lieu du sens, de téléspectateurs institutionnel et de technologie comme



association de techniques et de genres discursifs sont ici rappelées et présentées rapidement. La lecture des travaux dont sont issues ces notions, si elle ne s'avère pas indispensable, n'est, cependant, pas inutile pour bien comprendre la perspective dans laquelle s'inscrit l'auteur.

Ce travail conceptuel préliminaire sera, ici, prolongé dans trois directions et il viendra émailler les chapitres successifs en fonction des besoins de la démonstration : il constitue un autre des apports appréciables de l'ouvrage.

C'est ainsi que J.-P. Esquenazi consacrera un nombre significatif de pages (p. 188-207, notamment) à une critique serrée de la notion de réseau pour montrer combien ce qui constitue à ses yeux, aujourd'hui, une véritable idéologie, sous sa double forme de réseau politique et de réseau médiatique, vise — en tout cas, a pour effet — de dissimuler les lieux de pouvoir.

La notion de « cérémonie télévisuelle » proposée par Katz et Dayan sera elle aussi soumise à un examen critique attentif (p. 273-288) qui consistera, pour l'essentiel, à refuser d'envisager que la « télévision cérémonielle » puisse être au service d'une conception politique de la société (p. 286), mais à montrer comment elle permet de comprendre les trois grandes configurations dominantes qui sont à l'œuvre dans les programmes informatifs et politiques (p. 288-308).

Mais c'est surtout la définition des actes de discours — que J.-P. Esquenazi préfère, à juste titre, à l'expression d'actes de langage — qui constitue l'espèce de fil rouge du livre. Partant de l'observation que les paroles qu'il examine — celles des journalistes comme celles des politiques — ont le statut de paroles publiques, J.-P. Esquenazi va les présenter comme comportant toujours deux dimensions essentielles : un acte illocutoire de représentation — nul n'y parle en son propre nom — et un acte illocutoire d'expression. Ces notions seront progressivement précisées à partir, principalement, des travaux de Ducrot et de ceux de Taylor, pour être immédiatement mises à l'épreuve de cas concrets (p. 50-58 ; 80-83 ; 101-107 ; 127-137 ; 221-228...). Les apports de V. Descombes à la compréhension du fonctionnement de la parole sociale seront aussi, accessoirement et à juste titre, sollicités (par ex. p. 96, 148, 259...).

Paradoxalement, la notion la moins théorisée, en tout cas, la moins explicitement problématisée, est celle d'espace public, même si l'auteur y consacre quelques pages au début du livre où les références majeures sont Lefort et Quéré. Il n'y a aucune difficulté à partager — comme citoyen — la définition normative de l'espace public ici retenue, ni même à partager l'évidente nostalgie de l'auteur pour la période 1965-1973, dont aurait pu sortir une véritable « télévision d'opinions ». Mais, la définition retenue ne conduit-elle pas, inéluctablement, — ici comme ailleurs — à écrire l'histoire comme celle d'un irrésistible dépérissement de l'espace public ? Et ne s'interdit-on pas ainsi, de seulement examiner — certes sans naïveté et sans céder aux sirènes d'un prétendu modernisme — les transformations dont, à terme, certaines nouvelles scénographies télévisuelles de la parole publique pourraient, aussi, être porteuses ? Le parti pris adopté dans la présentation de l'ouvrage — mettre l'accent sur ses apports méthodologiques et conceptuels — pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un ouvrage abstrait et aride. Il n'en est rien.

J.-P. Esquenazi travaille sur un corpus particulièrement riche et varié, dont il donne des

analyses fines et très concrètes : l'intérêt qu'on prend à la lecture de ce livre doit sans doute aussi beaucoup à la qualité des analyses du matériau et à la diversité de celui-ci. Les principales émissions politiques qu'a connues la télévision de 1958 à 1990 font, bien sûr, partie du corpus. Mais y figurent aussi certaines formules du JT, comme certaines émissions qui relèvent des formes successivement privilégiées par la communication présidentielle, ainsi que certains grands débats électoraux et même, accessoirement, certaines émissions ne relevant pas du politique de façon directe.

Ce vaste corpus a le mérite de couvrir la présence du politique à la télévision sous toutes ses formes possibles, ce qui n'est pas si fréquent. Mais il a, en retour, imposé à l'auteur des choix draconiens pour ne retenir que ce qui lui paraissait le plus emblématique. Les critères successifs de ces choix paraissent hétérogènes et on en est remis, finalement, à faire confiance à l'auteur. Cette difficulté n'échappe d'ailleurs pas à J.-P. Esquenazi qui s'en explique à plusieurs reprises (p. 24, 67, 88, 300, 357-358).

À l'intérêt que présentent la méthode mise en œuvre, le travail conceptuel réalisé, le corpus retenu et les analyses qui en sont faites, s'ajoute la contribution décisive — même si on peut prédire qu'elle sera discutée sur tel ou tel point — de cet ouvrage à l'histoire du politique — et sans doute pas seulement du politique — à la télévision française. C'est cet aspect que nous laissons au lecteur, une fois n'est pas coutume, le plaisir de découvrir.

*Bernard Delforce*

**Gérard MAUGER, Claude F. POLIAK, Bernard PUDAL, *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan « Essais & Recherches », 1998.**

Comme son titre l'indique, *Histoires de lecteurs* vise à mettre en lumière l'intrication des parcours de vie et de lectures des individus et insiste plus généralement sur l'influence déterminante de paramètres sociologiques sur les « pratiques culturelles des Français ». Il ne s'agit donc pas tant de distinguer ce qui fait l'originalité d'un « parcours de lecture » ou d'une destinée particulière mais bien plutôt d'en souligner les aspects prédéterminés.

L'intérêt qui se dégage de cette étude tient précisément à ce parti pris qui consiste à déduire les valeurs attachées à l'objet livre seulement après en avoir décrit la pratique, acte spécifique de la vie sociale. Ce « vice impuni », selon l'expression de Larbaud, est considéré moins en fonction de critères esthétiques et moraux (ce qui correspondrait à une conception désuète de l'acte de lecture, liée à la censure et au contrôle des pouvoirs) que comme une activité laissée au libre choix de chacun et donc conditionnée par la consommation et l'occupation du temps et de l'espace, puisqu'elle se pratique tant dans le cadre professionnel que comme loisir. Il ne s'agit pas pour autant d'une enquête effectuée dans un cadre institutionnel où il s'agirait de jauger la

pratique au regard de normes préétablies. La difficulté pour se placer sur un terrain « neutre » montre bien toutefois combien l'enjeu est idéologique.

La méthode suivie consiste à déterminer les paramètres qui influencent l'acte de lecture, ou plutôt qui permettent aux auteurs de soutenir que la lecture est à la fois un *actus* et un *habitus*, c'est-à-dire une activité protéiforme, variable selon ceux qui la pratiquent. Ceux-ci sont conditionnés dans leur lecture principalement par certaines données sociales qui constituent donc les trois grandes orientations du livre : d'une part leur appartenance à une certaine génération (ici plus spécialement celle de mai 1968), d'autre part leur fonction professionnelle et enfin leur sexe.

L'enquête prend à chaque fois pour point de départ le recensement du contenu de la bibliothèque familiale, témoin de l'évolution et du rapport actuel à la lecture. Le récit est également relaté par les témoignages de leurs usagers qui évoquent alors leurs lectures à travers un récit de vie. Du consultant ex-marxiste soixante-huitard et converti au néo-libéralisme à la « styliste de mode conteuse et chanteuse », de la secrétaire mélancolique et grande consommatrice de *soap operas* au « bon jardinier » en passant par le père au foyer libertaire et la fille, femme et mère de la noblesse catholique, tous dévoilent ce faisant leurs rêves et leurs refus, leurs passions et leurs échecs.

On découvre alors que la pratique de lecture d'un couple de professeurs de lettres, s'il diffère de celui du couple d'agriculteurs-viticulteurs, participe de la même recherche de légitimité par l'information et le savoir, reflète tant du souci de soi que d'une nécessaire efficacité dans l'exercice de ses fonctions. Échappant à la discrimination entre lecteurs cultivés et lecteurs au faible niveau d'études, entre produits de l'Éducation Nationale et autodidactes, la mise en rapport des différentes pratiques des lecteurs interrogés permet de mettre à jour des enjeux de pouvoir non seulement dans la société, mais au sein du foyer familial. Manifestation d'une certaine mauvaise conscience et d'aspirations contradictoires reportées faute de mieux sur les « héritiers », la douloureuse question de l'éducation des enfants se fait souvent l'écho de ce malaise profond évoqué par Bourdieu.

Mêlant sans ambages d'abondantes références théoriques et enquête sur le terrain, les auteurs se réclament explicitement de l'école de ce dernier. Comme autant de maximes, ses citations scandent un ouvrage dont la minutieuse élaboration semble plus destinée à démontrer l'inégalable sagacité du maître qu'à remettre en question certains présupposés en se confrontant au réel et à la fascinante diversité des pratiques. L'impression qui se dégage de cette étude est de ce fait déroutante. Dans la mesure où l'on nous expose au préalable que la méthode en sciences humaines conditionne la recherche et anticipe ses résultats et où en effet, tous les témoignages sont précédés et suivis de théories et de jugements de valeurs que, l'un après l'autre, ils viennent corroborer, était-il bien nécessaire de se donner la peine d'aller sur le terrain ? Tout semble aboutir à cette même conclusion : l'individu croit agir de façon originale alors qu'il ne reflète que les préjugés et le conformisme de sa condition sociale à laquelle il tente en même temps de

s'arracher. Que l'on valorise ou non la lecture, il s'agit toujours d'une tentative désespérée d'auto-légitimation dont seul le perspicace sociologue n'est pas dupe. CQFD.

Mais alors, ou bien cette étude ne fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou bien elle se doit d'aller jusqu'au bout : le sociologue lui-même est à la fois le produit stéréotypé de son milieu et le producteur d'un savoir à partir d'une accumulation de données qu'il veut scientifiques et qu'il applique à une réalité qu'il ne voit qu'à travers ce prisme théorique. Sa prétendue objectivité le conduit à porter sur ses semblables un regard d'autant plus critique qu'ils lui sont proches. S'il jugerait malséant d'accabler « les humbles », les premiers seront les derniers, et toute prétention intellectuelle est impitoyablement dénoncée.

On aboutit à ce paradoxe : pour qui partage le point de vue des auteurs et leurs prétentions à la scientificité, leur livre n'est que le dernier avatar des études de lecteurs-chercheurs et qui, à en juger par leurs références et leur attachement à une certaine conception des sciences humaines, appartiennent manifestement à la génération de mai 1968. Pour qui est d'un avis moins tranché, il s'agit là d'une remarquable étude sur la pratique de la lecture en France à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Elen Riot*

**Jean MOUCHON, *La politique sous l'influence des médias*, Paris, L'Harmattan « Communication », 1998, 136 p.**

Les rapports du politique au médiatique constituent un objet régulièrement questionné par les sciences sociales. La variation des angles d'approche de cette question a généré, notamment depuis la montée en puissance du secteur médiatique, un certain nombre de productions scientifiques, tant dans le domaine des sciences politiques que de la sociologie ou des sciences de l'information et de la communication. Dans son récent ouvrage, « *La politique sous l'influence des médias* », Jean Mouchon nous livre les éléments d'un parcours de recherche qui trouve son origine dans l'observation attentive des dispositifs télévisuels de débat, de leur évolution et des significations sociales que révèlent — ou contribuent à élaborer — ces évolutions. Ce livre, centré sur l'étude des relations entre les médias et l'expression politique, s'articule autour de six articles, parus de 89 à 96, dont l'axe essentiel est la question des nouvelles formes de transaction sociale imposées par la médiatisation croissante du politique.

L'approche de l'auteur vise à dégager les récurrences du fonctionnement médiatique lorsqu'il prend en charge la parole politique comme autant de logiques structurantes de l'activité politique. La genèse des formes médiatiques de délibération et les mécanismes de mise en visibilité de l'action politique dans les médias sont abordés au travers d'une démarche qui, faisant appel à la diachronie, montre comment les configurations de sens prennent forme au travers de modèles qui se stabilisent et se cristallisent pour devenir des quasi « figures (médiat-

tiquement) imposées » de la signification de l'action politique. La dimension factuelle de telle ou telle prestation politique est rapportée à sa dimension processuelle : il s'agit bien, en effet, dans cette perspective, d'éclairer l'occurrence comme signe d'une récurrence et de viser, au bout du compte, à des formes de typification du travail de médiatisation du politique. C'est donc dans une logique de modélisation des formes d'inscription médiatique du discours politique que s'inscrit le travail de Jean Mouchon.

Le souci de reconstitution des évolutions — et des filiations implicites — des émissions de télévision consacrées au politique permet de dégager à la fois des modèles d'interaction des acteurs et des formes de modélisation des dispositifs, notamment sur le plan « scénographique », qui sont à envisager comme autant de figurations de l'espace public et de modes différenciés de reconnaissance symbolique des acteurs qui le composent. Ceci amène l'analyste à s'interroger sur la question centrale des modes d'accès de la parole citoyenne à l'espace médiatique : modes de distribution de la parole et figement des rôles que ces procédures révèlent, places octroyées et places occupées par ces fragments médiatisés d'un public dont la parole reste contrainte par les caractéristiques du dispositif... Un autre aspect de la question des dispositifs médiatiques est mis en évidence en termes de conséquence sur la pratique politique elle-même : n'y a-t-il pas risque de mutation du discours politique (et, à terme, de dérive de la démocratie) lorsque la médiatisation de ce discours oriente davantage l'homme politique vers la « rencontre mimétique avec l'auditoire » que vers la démarche argumentative dont les formats médiatiques, et particulièrement télévisuels, n'autorisent guère la pratique ?

Au nombre des « logiques » qui imprègnent de plus en plus l'attitude du politique et la structuration de sa démarche, Jean Mouchon souligne le poids croissant, lors des deux dernières décennies, des modèles issus du marketing. Il montre notamment, au travers de nombreux exemples, comment l'importance des médias dans la construction de l'image publique de l'homme politique a induit des pratiques discursives et comportementales fortement guidées par des techniques opérationnelles réductrices du sens de l'action politique. Les caractéristiques du traitement médiatique du politique orientent l'acteur politique vers une volonté de maîtrise instrumentale des médias dont les effets limitatifs sinon pervers sont largement évoqués dans les différents textes de l'ouvrage.

Sur un axe voisin, le livre, interrogeant les mutations du système informationnel et les caractéristiques de l'évolution technologique dans ce domaine, nous propose des pistes de réflexion stimulantes sur l'image et, en particulier, sur les effets paradoxaux d'opacification du monde par l'image.

« La recherche comme contribution à une refondation du politique » : telle est, au total, la dynamique qui relie les différents territoires de la communication politique étudiés ici. De l'insulaire (La Réunion) au métropolitain, du régional au national, ce sont autant d'espaces

publics et de logiques d'acteurs qui se trouvent explorés et mis en perspective, non sans état critique des lieux et des pratiques mais loin de toute logique d'imputation univoque de responsabilité.

Jacques Noyer

**Jean-Pierre WARNIER, *La mondialisation de la culture*, Paris, La Découverte « Repères », 1999.**

Ce petit livre de 120 pages seulement, mais d'un intérêt et d'une intelligence que bien des ouvrages plus prolixes n'atteignent pas, traite d'une question d'actualité dont se fait l'écho, dans l'espace de la langue de bois politique, l'expression d'*exception française*.

Qu'il y ait une mondialisation de l'économie, voilà un fait indéniable, et qui, après tout, ne saurait surprendre les sociologues qui en analysaient le processus comme conséquence logique de la société industrielle. En 1848, le *Manifeste Communiste* (Marx et Engels) soulignait qu'aucune muraille de Chine ne pouvait endiguer la mondialisation du capitalisme.

Mais, sauf à ne faire de la culture qu'un épiphénomène, pur reflet de l'économie, passer de la mondialisation de l'une à la mondialisation de l'autre ne va pas de soi et ouvre un espace d'interrogations, d'utopies ou de craintes, plus que de certitudes. L'avantage du livre de J.-P. Warnier est qu'il aborde le problème avec tout un savoir anthropologique et une expérience des sociétés africaines qui lui donne la « bonne distance » avec tout occidentalocentrisme.

Le lien le plus apparent entre économie et culture c'est évidemment le développement technique des médias qui mondialisent la *mass culture* des sociétés occidentales. Mais la technique n'est pas reine. Elle se soumet aux identités, aux demandes et aux interprétations des diverses cultures. Tout sociologue des communications sait cela. J.-P. Warnier aussi, qui le démontre par d'autres chemins. C'est qu'il sait que la culture a un rôle central et non dérivé dans une société, qu'elle est le lieu des dynamiques imaginaires des identités collectives. Dès lors la mondialisation de la culture entre dans un jeu complexe où le local et le global ont à se répondre. Alors *quid* de demain ? Une « culture universelle » ? Un arc-en-ciel de culture dans l'échange paisible des marchandises ? Une exaspération de micro-sociétés — dans un « monde » commun et lointain ; la violence fratricide d'affirmations identitaires crispées sur leur particularité ?

Comme se le propose l'ouvrage de lecture séduisante, seule une réflexion sur la culture est susceptible de fournir les outils conceptuels pour progresser dans une analyse sans anathèmes ni utopies planétaires. Et J.-P. Warnier, qui voit le rôle que joue, dans un monde désaccordé, le recours imaginaire à des *cultures* qui servent de ripostes crispées au mal vivre du temps, conclut, cependant, avec un relatif optimisme : « La question — *écrit-il* — est donc de savoir si les instances d'orientation seront assez fortes partout dans le monde, pour se transformer et pour surmonter l'émiettement culturel. Le pire n'est pas forcément à craindre. »

André Akoun

**Thierry BLIN, *Phénoménologie de l'action sociale à partir d'Alfred Schütz*, Paris, L'Harmattan, 1999.**

Contre une sociologie dont il critique le positivisme scientiste, tout un courant sociologique se revendique d'une généalogie philosophique, la phénoménologie. Trop souvent cette revendication n'est que l'alibi d'une sociologie impressionniste où la saisie subjective du quotidien s'offre comme approche authentique du réel. Mais l'ivraie ne saurait effacer le bon grain et celui-ci sera d'autant mieux trié que recours sera fait aux auteurs qui, de la phénoménologie husserlienne font un autre usage qu'un usage écran. Le livre de Thierry Blin a ce mérite de nous présenter l'œuvre de Alfred Schütz et d'en prolonger les lignes dans une sociologie de l'action. Ouvrage sérieux, ce livre n'a qu'un défaut, celui d'une écriture plus obscure que le sujet ne l'exige. Mais, de son entêtement, le lecteur opiniâtre tirera profit.

À noter une brillante préface de Patrick Watier qui s'interroge sur ce qu'il peut en être d'une « *attitude naturelle* » (c'est bien là une attitude husserlienne) dans une discipline (la sociologie) tout entière construite autour de la méfiance à l'égard des prénotions et de ce que la naïveté du vécu ferait prendre pour vérité.

*André Akoun*